



Le WEF sauvera-t-il les exportations suisses?

ALINE BASSIN

GUERRE COMMERCIALE Toujours aucune percée sur le front des négociations avec Washington. Selon une ancienne ambassadrice américaine, il faudra en tout cas patienter jusqu'au prochain Forum économique mondial (WEF). En attendant, on s'active en coulisses

«Guy, mon frère Guy, ne vois-tu rien venir?» De nombreux exportateurs ruminent peut-être amèrement cette adaptation d'une célèbre citation extraite de *Barbe Bleue* de Charles Perrault, évoquant une interminable et angoissante attente.

Le choc encaissé, le Conseil fédéral avait en effet dans un premier temps fixé comme échéance fin octobre pour arracher à Donald Trump une baisse des droits de douane de 39% infligées début août aux exportations helvétiques (hors pharma et or). Avant de se résigner à repousser ce délai jusqu'à nouvel avis.

«Les échanges diplomatiques et politiques se poursuivront afin d'obtenir une réduction rapide des droits de douane supplémentaires», a commenté le 17 octobre auprès de la RTS Guy Parmelin. Désormais en charge des négociations, le ministre de l'Economie a ajouté que la Confédération «attend un signal des Etats-Unis». Une nouvelle offre a été

transmise à la Maison-Blanche début septembre pour ramener le président américain à de meilleurs sentiments.

Sans résultat apparent pour l'heure. Et les entreprises touchées commencent à trouver le temps bien long. «Le seul qui peut débloquer la situation, c'est Donald Trump», constate Philippe Cordonier, directeur romand de Swissmem, l'organisation faîtière de l'industrie des machines, des équipements et des métaux. Nous savons qu'il a de nombreux dossiers sur la table et que nous ne sommes pas

sa priorité».

Une délégation aux Etats-Unis

Un avis partagé par l'ancienne ambassadrice américaine Suzi LeVine, qui ne croit pas à une percée imminente à moins d'un événement «dramatique». Pour la démocrate qui a officié en Suisse sous Barack Obama, le prochain Forum économique mondial qui aura lieu du 19 au 23 janvier à Davos représente une

opportunité pour mener de nouvelles discussions avec les autorités américaines. «Avec le WEF, la Suisse a une scène et [le président américain Donald] Trump aime les scènes», relève-t-elle dans un entretien diffusé vendredi par les journaux du groupe CH Media. Il y a une semaine, le même média annonçait que le républicain se serait invité à l'événement.

«Il faut un «showtime» et le WEF est en effet parfait pour

cela», estime le conseiller national Simon Michel (PLR/SO). A la tête de la société bernoise Ypsomed, active dans les dispositifs

pour traiter le diabète, l'entrepreneur n'attend pas non plus un règlement avant cette échéance, qu'il s'agit de préparer en amont.

La semaine prochaine, avec d'autres membres de l'Association parlementaire Suisse-Etats-Unis, Simon Michel s'envolera outre-Atlantique. La délégation entend fournir un intense travail de lobbying. «Nous avons beau-

coup trop peu de contacts dans l'entourage de Donald Trump», déplore l'élue libérale-radical qui commencera son voyage par la Caroline du Nord. C'est là que sera érigée son usine américaine, un projet à 200 millions qui était déjà dans les tuyaux mais qu'il entend accélérer. A cette occasion, il échangera notamment avec le gouverneur de cet Etat en mains républicaines. Selon lui, de telles rencontres sont aussi clés et doivent être davantage soignées.

La balle est de toute manière dans le camp de Donald Trump. Et de lui seul. Le président républicain a-t-il seulement lu la deu-

xième copie que le Conseil fédéral lui a transmise? Qualifiée d'«offre optimisée» par ses auteurs, cette mouture fait l'objet de nombreuses spéculations. Au début du mois, l'agence Reuters évoquait des engagements pour environ 6 milliards de dollars de la part de différents acteurs énergétiques suisses, dont la société d'investissement Partners Group et le négociant en matières premières genevois Mercuria. Les principaux intéressés n'ont pas confirmé.

Les raffineurs d'or en première ligne

Les raffineurs d'or dont l'activité a creusé le déficit américain entre novembre et avril figurent à cet égard en première ligne. En septembre, le Genevois MKS avait confirmé au *Temps* il y a un mois être ouvert à déplacer une partie de ses activités aux Etats-

Unis. Interpellé il y a une semaine, le responsable de la faîtière du secteur confirmait que des propositions avaient été faites au Conseil fédéral, rappe-

lant que toute concession devait aussi avoir un sens économique pour les entreprises concernées.

Faudra-t-il se résigner à attendre le WEF? «Pour moi, c'est beaucoup trop tard, car il y a des sociétés qui souffrent énormément. Sans oublier que la présence de Donald Trump n'a pas été confirmée officiellement», répond Rahul Sahgal, président de la chambre de commerce Suisse-Etats-Unis. Philippe Cordonier ne le détrompera pas, lui qui a l'impression que la classe politique n'a pas compris l'urgence et la gravité de la situation et dont l'organisation attend une «amélioration des conditions-cadres pour les entreprises».

«Le Conseil fédéral a chargé les départements d'examiner les mesures administratives et réglementaires susceptibles d'alléger la charge pesant sur l'économie afin de renforcer la place économique suisse», rappelle un porte-parole du Département de l'économie. Selon lui, «le Conseil fédéral devrait se pencher une première fois sur les résultats avant le début de l'hiver».

beaucoup trop peu de contacts dans l'entourage de Donald Trump»

SIMON MICHEL, PATRON D'YPSOMED ET CONSEILLER NATIONAL (PLR/SO)

«Nous avons